



**Sous les auspices du Chef de l'Etat, le Burundi célèbre la Journée Mondiale des Enseignants à Muyinga**



**L**e jeudi 02 novembre 2023, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a rehaussé de sa présence les cérémonies organisées au stade Umuco de Muyinga, en province Muyinga (Nord Est), marquant le 29<sup>ème</sup> anniversaire de la journée mondiale dédiée aux Enseignants.

La journée a été célébrée sous le thème général : "Les Enseignants dont nous avons besoin pour un enseignement que nous voulons", coïncidant avec le thème choisi au niveau national: "Enseignants-éducateurs, attachons-nous à l'éducation de nos enfants, pour qu'ils mettent en avant les valeurs d'Ubuntu et du travail, sources du développement durable».

Le Président de la Coalition des Syndicats des Enseignants pour la Solidarité Nationale et la Défense des Droits Socioprofessionnels, COSESONA, Monsieur Victor Ndabaniwe a d'abord

remercié le Chef de l'Etat burundais pour ce geste si éloquent de se joindre aux enseignants burundais. Il a, par la suite, relaté la situation dans son secteur, tout en proposant des solutions aux différentes difficultés soulevées.

Il a demandé que soit organisé un cadre d'échange qui inclurait à la fois les Ministres ayant l'éducation nationale, la justice, les finances, les droits de l'homme, la fonction publique et les infrastructures publiques dans leurs attributions, dans le but de cheminer ce secteur dans la Vision d'un Burundi Emergent en 2040, Burundi Développé en 2060.

Selon ce dernier, des conclusions du dit cadre aboutiraient à l'ajustement des curricula dans l'intérêt de la nation.

Le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique Dr.François Havyarimana n'a pas nié l'existence de défis relevés par le Représentant des Enseignants, mais il a souligné que des efforts de la part du Gouvernement sont remarquables, surtout en ce qui concerne le matériel didactique, le remplacement des retraits, l'organisation des années académiques, etc.

Il a saisi cette occasion pour féliciter les Enseignants qui ont fait que le pays se classe premier dans un con-

Dans cette Edition:	page
Sous les auspices du Chef de l'Etat, le Burundi célèbre la Journée Mondiale des Enseignants à Muyinga	1
Le Président Ndayishimiye et les hommes d'affaires ont une vision commune pour le Burundi	2
Le Chef de l'Etat procède au lancement à Muyinga du Flambeau de la Paix, 17 <sup>ème</sup> Edition	3
Le Président Ndayishimiye est déterminé à combattre la fraude	4
Le Premier Ministre présente les principales actions du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2023-2024	4
Parlement en congrès : Des descentes pour se rendre compte des réalisations du Gouvernement sont impératifs	5
Sénat: L'analyse du rapport sur le système de quotas ethniques dans la Constitution reporté	6
Tenue de la réunion de coordination pour le Développement des Procédures Opérationnelles Standards sur le processus de recrutement éthique au Burundi	7

cours qui a rassemblé 14 pays dans le cadre du CONFEMEN.

Dans son intervention, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye fait remarquer que les défis rencontrés dans le système éducatif burundais prennent leur origine dans la crise qu'a connue le Burundi.

“Les Enseignants doivent collaborer avec les parents pour une éducation de qualité des enfants, fondée sur une conscience éveillée et l'humilité des éduqués”, Président Ndayishimiye les a exhorté tout en mentionnant que des mesures disciplinaires doivent être appliquées en cas de non-respect des règles.

“Beaucoup de fonctionnaires ne savent pas qu'ils ont signé un contrat d'adhésion avec l'Etat et qu'ils doivent

s'acquitter convenablement de leur devoir d'éduquer pour la nation”, a dit le Numéro Un burundais, après avoir démontré que les Enseignants jouent un rôle important dans la qualité de l'enseignement.

Le Chef de l'Etat burundais n'a pas manqué d'encourager la nomination des Directeurs d'écoles capables de servir de modèles devant leurs subalternes, au lieu de tenir compte des considérations ethniques ou partisans.

Parlant des entreprises à statuts spéciaux, le Président de la République a confirmé avoir remis en commission pour analyser chaque cas car, disait-il, nous avons constaté que le déblocage de leur carrière professionnelle a enregistré des imperfections remarquables. Et d'ajouter que pour ces derniers et les autres enseignants non encore régularisés, le décompte de leur dû sera rétroactif, c'est-à-dire à partir du mois de juillet 2023. **(Présidence)**

## Le Président Ndayishimiye et les hommes d'affaires ont une vision commune pour le Burundi



**L**e vendredi 03 novembre 2023, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a rencontré à Muyinga (Nord Est) les commerçants et les entrepreneurs du Burundi dans le but d'avoir une compréhension commune sur la situation économique du pays.

Le Représentant de la Chambre de Commerce CFCIB, honorable Olivier Suguru lui a d'abord fait son briefing

sur leur situation et les difficultés rencontrées par les hommes d'affaires notamment en ce qui concerne les lois régissant ledit secteur, avant d'émettre le souhait de son équipe de mettre en place un cadre de dialogue permanent entre les secteurs public et privé.

“Vous ne pourrez pas travailler dans l'illégalité nul part ailleurs dans le monde. Nous encourageons au contraire le secteur privé comme moteur de croissance économique et de création d'emplois”, a dit le Président Ndayishimiye en les interpellant de s'affranchir de la corruption en vue de mener le pays au développement durable.

La réunion qui a duré 8 heures a été un cadre d'échanges, où les secteurs du tourisme, de l'agriculture et de l'élevage, des TICs et le manque des devises ont été principalement ciblés.

Le Chef de l'Etat a promis que le cadre de dialogue sera mis en place, tandis que les commerçants et les entrepreneurs ont affiché leur volonté de changer les choses, afin d'éviter une concurrence déloyale et de faire rentrer les devises au trésor public. **(Présidence)**

## Le Chef de l'Etat procède au lancement à Muyinga du Flambeau de la Paix, 17<sup>ème</sup> Edition

**L**e dimanche 05 novembre 2023, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye, en compagnie de Son Epouse, du Président du Sénat, du Premier Ministre, du Secrétaire Gé-

néral du Parti CNDD FDD et d'autres Hauts Dignitaires et l'équipe d'Intwararumuri, a lancé à Muyinga, en province Muyinga, le Flambeau de la Paix, 17<sup>ème</sup> Edition sous le thème “Dans notre solidarité, Visons un Burundi

Emergent en 2040". Une veillée était organisée à cette occasion au stade Umuco de Muyinga agrémentée par des comédiens, des choristes, et le célèbre chanteur Sylvestre CIZA dont les chansons sont devenues célèbres depuis les années 1983.

"Le périple du Flambeau de la Paix, 17<sup>ème</sup> Édition diffère des autres car, il aura à parcourir toutes les communes du Burundi avec un message particulier de viser un Burundi Émergent en 2040", a dit le Président de la



République.

"Nous allumons le Flambeau pour commencer un long voyage qui nous conduira au développement", a dit le Numéro Un rappelant que pour aller très loin, on ménage sa monture.

"Je demande à la population d'écouter l'équipe Intwararumuri et les leaders qui ont déjà compris leur rôle d'éveiller la conscience qui dort encore pour s'orienter vers la Vision d'un Burundi Emergent en 2040", a dit le Numéro Un burundais et leader du développement du pays.

Le Flambeau de la paix a été allumé pour la première fois au Burundi en 2006 et promu au titre de patrimoine national en 2020.

Avant de conclure son discours, le Président Ndayishimiye a béni l'équipe au nom Puissant de Dieu leur souhaitant plein succès dans ce long voyage. **(Présidence)**

## Le Président Ndayishimiye est déterminé à combattre la fraude



**L**e Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a appelé les Burundais à l'accompagner dans sa grande campagne contre la fraude. Cela a été dit lors de la réunion d'évaluation de la sécurité tenue mardi le 31 octobre 2023 à Bugarama de la province Muramvya.

"Nous devons mener en synergie la campagne de lutte contre la fraude débutée le 15 septembre 2023, pour faire rentrer des devises dans le trésor public", a dit le Président Ndayishimiye.

"Nous devons réussir le démantèlement des réseaux mafieux qui sabotent l'économie du pays en vue de redresser l'économie du pays", a martelé le Numéro Un burundais, plus déterminé à combattre la fraude, handicap au bon fonctionnement de l'économie nationale.

Le Chef de l'Etat burundais a félicité les Hauts Cadres de la quadrilogie pour leur engagement dans la consolidation de la paix et la sécurité, dans la mise en place des mécanismes de bonne gouvernance.

Il a par la suite promis de vaincre, avec le soutien des corps de défense et de la sécurité, de la justice et de l'administration, la grande et complexe bataille contre la fraude.

Le Président Ndayishimiye a également recommandé à la quadrilogie de travailler en synergie et de promouvoir la communication afin de trouver des solutions adéquates aux autres défis potentiels susceptibles de perturber la quiétude et le développement de la population.

"Mobilisez-vous, nous devons voir la présence de l'autorité de l'Etat dans chaque province", a-t-il conclu. **(Présidence)**

## Le Président Ndayishimiye est déterminé à combattre la fraude



**L**e Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a appelé les Burundais à l'accompagner dans sa grande campagne contre la fraude. Cela a été dit lors de la réunion d'évaluation de la sécurité tenue mardi le 31 octobre 2023 à Bugarama de la province Muramvya.

"Nous devons mener en synergie la campagne de lutte contre la fraude débutée le 15 septembre 2023, pour faire rentrer des devises dans le trésor public", a dit le

Président Ndayishimiye.

"Nous devons réussir le démantèlement des réseaux mafieux qui sabotent l'économie du pays en vue de redresser l'économie du pays", a martelé le Numéro Un burundais, plus déterminé à combattre la fraude, handicap au bon fonctionnement de l'économie nationale.

Le Chef de l'Etat burundais a félicité les Hauts Cadres de la quadrilogie pour leur engagement dans la consolidation de la paix et la sécurité, dans la mise en place des mécanismes de bonne gouvernance.

Il a par la suite promis de vaincre, avec le soutien des corps de défense et de la sécurité, de la justice et de l'administration, la grande et complexe bataille contre la fraude.

Le Président Ndayishimiye a également recommandé à la quadrilogie de travailler en synergie et de promouvoir la communication afin de trouver des solutions adéquates aux autres défis potentiels susceptibles de perturber la quiétude et le développement de la population. "Mobilisez-vous, nous devons voir la présence de l'autorité de l'Etat dans chaque province", a-t-il conclu. **(Présidence)**

## Le Premier Ministre présente les principales actions du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2023-2024



**D**ans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale conformément à l'article 168 alinéa 4 de la Constitution de la République du Burundi, le Premier Ministre Lieutenant Général de Po-

lice Gervais Ndirakobuca a présenté lundi le 30 octobre 2023 devant les deux Chambres du Parlement réunies en Congrès, les principales actions du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) du Gouvernement, exercice 2023-2024.

Pour l'exercice budgétaire 2023-2024, le Burundi a rompu avec le mode de "Budget moyen" pour adopter le "budget programme" qui est exécuté par le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) pour continuer le processus du développement durable tout en s'inscrivant dans les politiques, les stratégies, les visions et le Plan National de Développement du Burundi 2018-2027.

Parmi les principales actions du PTBA en s'alignant au PND 2018-2027 au niveau politique sont entre autres assurer la gouvernance nationale, la construction des infrastructures, la viabilité des collectivités locales territoriales, le développement local (villagisation, électrification de certains centres), la formulation du rapport sur l'économie burundaise, l'extension des émetteurs de la Radio

-Télévision Nationale du Burundi pour parier aux problèmes de zones d'ombres et la digitalisation des finances publics.

Au niveau de l'économie, les principales actions du PTBA tiendront en considération l'augmentation de la production dans l'agri-élevage, la subvention des intrants agricoles, l'amélioration, la réhabilitation des marais, l'achat des fertilisants du thé et du café, la plantation des palmiers à huile et les produits phytosanitaires, la réhabilitation de certains infrastructures, assurer la mobilité des personnes et des marchandises en réhabilitant les routes ...

Au niveau social, parmi les principales actions du PTBA figurent la question des enfants en situation de rue qui seront rééduqués et réinstallés dans les foyers d'origine et bien d'autres.

Les Députés ont voulu savoir où ils en sont avec la réforme institutionnelle pour s'aligner au budget programme. Le Premier Ministre Lieutenant Géné-

ral de Police Gervais Ndirakobuca a répondu que le budget de l'Etat est constitué de trois principales parties à savoir le cadre légal, les budgets des institutions constitutionnelles et ministériels ainsi que des annexes constitués par les budgets des institutions personnalisées et des hôpitaux.

Le plan d'actions du Gouvernement qui comprend des actions phares et stratégiques fera objet de rapport semestriel et renforcé par des rapports trimestriels de performance et d'exécution budgétaire conformément au prescrit de la loi organique relative aux finances publiques. Les institutions qui gèrent les budgets annexes ont aussi des PTBA y relatifs.

Le Premier Ministre a également répondu favorablement à la demande de bon nombre de députés de venir pour échanger avec les élus du peuple sur tous les domaines de la vie nationale pour y apporter des contributions. (RTNB)

### Parlement en congrès : Des descentes pour se rendre compte des réalisations du Gouvernement sont impératifs



**L**e Parlement envisage des descentes dans tout le pays pour se rendre compte de la matérialisation du plan d'actions du Gouvernement. C'est la proposition du Président du Sénat qui a dirigé le congrès du Parlement dont l'ouverture a été assurée par le Président de l'Assemblée Nationale, le lundi 30 octobre 2023. Pour le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, le rapport issu de ces descentes sera confronté avec celui présenté par le Premier Ministre au moment opportun.

L'objet du congrès : Prendre acte des principales actions du plan de travail et budget annuel du Gouvernement, exercice 2023-2024. En vertu de l'article 168 de la Constitution de la République du Burundi, le Premier Ministre présente le rapport d'exécution du programme du Gouvernement tous les six mois. Or, l'échéance n'est pas encore arrivée. Aus-



si le Parlement s'est-il contenté de prendre acte.

Cette anticipation a quand même réveillé certaines préoccupations des parlementaires qui ont voulu s'assurer si les travaux connexes sont toujours d'actualité pour la réhabilitation de la RN3 sur le tronçon Rumonge -Gitaza.

Pour le Premier Ministre, la priorité est d'abord la construction de la route. Si le budget s'avère excessif, on procède au triage des travaux connexes suivant la taille de l'enveloppe excédentaire. Sinon, a regretté le Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca, on ne peut pas arrêter d'avance le type de travaux connexes à exécuter. Et de défendre aux parlementaires de divulguer à l'avance qu'un tel travail connexe sera exécuté. Rien à faire. « Le nouveau découpage administratif a remis en cause cet aménagement du territoire », a tranché le Premier Ministre.

Pour atteindre la vision 2040 qui fait du Burundi un pays émergent, un changement de mentalité s'impose, a conclu la plénière qui a condamné les Directeurs des projets qui prolongent leur durée pour des intérêts secondaires au détriment de l'intérêt national. Par ailleurs, la

confusion doit être levée quant à la signification de l'aide au développement. Le terme centre, c'est "développement" alors que la plupart de burundais insistent sur le morphème "aide". L'aide suppose l'effort personnel d'un tel. **(Assemblée Générale)**

### Clôture solennelle de la session parlementaire ordinaire d'août 2023



L'Assemblée Nationale félicite le Gouvernement pour avoir initié le nouveau découpage territorial du pays qui est passé de 18 à 5 provinces. C'est ce qu'a déclaré mardi le 31 octobre 2023 le Premier Vice-Président dans son discours de clôture solennelle de la session parlementaire ordinaire d'août 2023, au nom du Président de l'Assemblée Nationale, le Très Honorable Gélase Daniel Ndabirabe, en mission de travail à l'étranger. L'Honorable Sabine Ntakarutimana a aussi salué l'élection du Burundi comme membre du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) pour la période 2024-2026. Même si cette élection constitue une reconnaissance de l'engagement du Burundi pour

la promotion et la protection des droits de l'homme, elle a néanmoins déploré des cas de corruption et d'injustice qui subsistent au pays.

Les invités de différents horizons avaient répondu à ce rendez-vous. Le Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale les a remerciés pour leur présence qui témoigne de l'intérêt qu'ils portent aux missions de l'Assemblée Nationale. L'Honorable Sabine Ntakarutimana a également complimenté les députés pour le travail multiforme abattu au cours de la session. **(Assemblée Générale)**

### Sénat: L'analyse du rapport sur le système de quotas ethniques dans la Constitution reporté



Le Sénat burundais a analysé mardi 31 octobre 2023 le rapport de la commission spéciale chargée d'évaluer si le système des quotas ethniques dans l'exécutif, le législatif et le judiciaire doit être abrogé ou prorogé comme stipulé par l'article 289

de la Constitution de la République du Burundi. Faute de consensus, les sénateurs ont reporté l'analyse de ce rapport pour la session de décembre prochain.

Ce rapport précise qu'il y a eu divergence d'opinions lors des consultations populaires. Par exemple, certains parmi les Représentants de la population disaient que ce système de quotas ethniques devrait être abrogé pour que différents postes soient confiés aux plus compétents.

Selon ce rapport, les autres Représentants de la population indiquent que les quotas ethniques devraient être maintenus dans la Constitution de la République du Burundi car ils ont contribué à la cohésion sociale tandis que d'autres trouvent que l'ethnie Twa n'a pas été pris en compte par cette même Constitution.

Les Sénateurs ont également relevé une observation selon laquelle la Constitution de la République du Burundi risque d'être révisée du fait que deux Sénateurs par province ne suffiront plus pour représenter le peuple burundais avec le nouveau découpage administratif qui réduit à 5 le nombre de provinces.

Pour toutes ces raisons, le Sénat burundais a reporté l'analyse de ce rapport pour début décembre, le temps de formuler des recommandations soutenues à la plus haute autorité du pays. Le Sénat burundais a procédé par la suite à la clôture solennelle de la session ordinaire du mois d'août 2023, qui est la première parmi les trois sessions prévues par la Constitution de la République du Burundi.

A cette occasion, le Président du Sénat le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a précisé qu'au cours de cette session d'août, cette institution a analysé six projets de loi parmi les 7 que le Gouvernement avait envoyés en plus de l'approbation des noms des candidats nommés aux postes de

Gouverneurs de provinces et des candidats aux postes d'Ambassadeurs.

A côté de ces activités qui ont été menées par le Sénat, le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a détaillé d'autres activités du parlement réuni en congrès à Bujumbura auxquelles le Sénat burundais a pris part, notamment pour suivre les rapports d'activités des différentes institutions du pays.

Le Président du Sénat a également indiqué que dans le domaine du contrôle de l'action gouvernementale, le Sénat a adressé des questions orales à six membres du Gouvernement pour répondre aux questions en rapport avec les préoccupations de la population.

Après la clôture de la session ordinaire d'août, le Président du Sénat burundais a reçu en audience le nouvel Ambassadeur de la République Unie de Tanzanie au Burundi, Son Excellence Gelasius Gaspar Byakanwa qui venait pour une prise de contact et le remercier pour avoir soutenu la candidature du Président du Parlement Tanzanien qui a été élu Président de l'Union interparlementaire pendant la 147<sup>ème</sup> Assemblée tenue en Angola la semaine dernière. **(Sénat)**

## Le Burundi célèbre la journée internationale dédiée à la santé mentale



problèmes de santé mentale chez un être humain, ces proches et même l'entourage rencontrent eux aussi pas mal de problèmes. Pour cet effet, l'assistant du ministre Isidore Ntiharizwa a indiqué qu'il faut une contribution de tout un chacun pour sa santé mentale, celle de ses voisins, tout en essayant de cohabiter pacifiquement. Il appelle la population à lutter contre la pauvreté

**L'**Assistant du Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida Monsieur Isidore Ntiharizwa, s'est joint mardi le 31 octobre 2023 à la population de la province Rumonge lors des festivités marquant la journée internationale dédiée à la santé mentale, une journée célébrée le 10 octobre de chaque année. Le thème de cette année est "la santé mentale est un droit universel."

La bonne santé mentale est le fondement d'une vie durable pour tout être humain. S'il survienne des

car dit-il, la pauvreté est aussi l'une des causes perturbant la santé mentale de la personne.

Monsieur Isidore Ntiharizwa appelle ceux qui ont des proches ayant des problèmes de santé mentale de les conduire à l'hôpital pour des soins. Le Ministère en charge de la santé publique a prévu des départements dans les hôpitaux pour soigner les personnes qui ont des problèmes pareils. **(RTNB)**

## Tenue de la réunion de coordination pour le Développement des Procédures Opérationnelles Standards sur le processus de recrutement éthique au Burundi



ment des directives existantes en ce qui concerne les mécanismes d'application et de surveillance, entre autres les piliers administratifs, juridiques et réglementaires qui sont essentiels à la mise en œuvre des pratiques de recrutement efficaces et cela pour la protection adéquate des droits des travailleurs.

Madame Domitille Ndikuriyo a donc dit

**E**ngagé dans le processus de développement socio-économique durable, le Burundi est en train de réguler les mouvements de la migration de main d'œuvre à travers un cadre légal avec les pays de destination dans le but de les rendre plus sûrs et coordonnés. C'est dans cette optique que le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a tenu une réunion de coordination pour le Développement des procédures opérationnelles Standards sur le processus de recrutement éthique au Burundi du 02 au 3 novembre 2023, dans la Capitale politique de Gitega afin de réfléchir ensemble et adopter un comité consultatif pour ce processus. C'était une réunion multisectorielle composée des participants qui provenaient des différentes Institutions impliquées dans le processus de recrutement éthique au Burundi.

Dans son discours d'ouverture, le Directeur Général a.i de la Direction Générale de la Diaspora, de la Promotion de l'Emploi des Migrant et des ONG et ASBL Etrangères au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Madame Domitille Ndikuriyo, Directrice de la Promotion de l'Emploi des Migrants, a remercié tous les participants d'avoir répondu à l'invitation à cette réunion qui a permis l'échange des idées afin de faciliter la réglementation du processus de recrutement éthique au Burundi. Elle a également remercié l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le partenaire du Gouvernement du Burundi qui a financé cette activité et qui continue d'appuyer le Gouvernement dans tout le processus de la migration de la main d'œuvre.

Le Directeur Général a.i a indiqué qu'au Burundi, la surveillance du recrutement interne est souvent négligée, et que celle du recrutement externe n'a pas encore de renforts. Elle trouve incontournable le renforce-



aux participants que c'est une occasion qui leur était offerte pour mettre en place un mécanisme de coordination pour règlementer le processus de recrutement des travailleurs migrants tant les mouvements internes ou les mouvements externes. Elle a ajouté que le comité consultatif qui allait être mis en place au cours de la réunion permettrait au consultant de développer un document conforme à la réalité et au contexte du Burundi dans la migration de la main d'œuvre. Elle a également ajouté que c'était ce même comité qui sera chargé de coordonner et de surveiller tout le processus, à travers les réunions régulières de coordination.

Dans son mot de circonstance, le Coordinateur de la Gestion des Migrations à l'Organisation Internationale des Migrants Madame Mireille Mugisha a été ravie d'avoir encore organisé une réunion de coordination destinée à mettre en place un mécanisme de collaboration sur le recrutement des travailleurs migrants à travers notamment la mise en place des procédures opérationnelles standards sur le recrutement éthique.

Elle a appuyé le Directeur a.i en parlant brièvement de l'orientation de la réunion disant qu'elle va droit dans le sens d'apporter la contribution de l'OIM à l'amélioration des conditions de la migration de main-d'œuvre, en suivant un cadre bien défini pour guider le Gouvernement et les Agences de Recrutement Privés ainsi que d'autres acteurs du domaine.

Après les mots d'ouverture, les présentations du Directeur Général a.i et du Coordinateur de la Gestion des Migrations ont suivi.

Dans leurs présentations, le Directeur Général a.i de la Direction Générale de la Diaspora, de la Promotion de l'Emploi des Migrant et des ONG et ASBL Etrangères au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Madame Domitille Ndikuriyo, et le Coordinateur de la Gestion des Migrations à l'Organisation Internationale des Migrants Madame Mireille Mugisha parlaient sur l'aperçu général et l'état des lieux des migrants et des défis déjà rencontrés: Le Gouvernement du Burundi n'a pas encore des statistiques des chercheurs d'emploi et n'a pas encore identifié et évalué les capacités existantes et leurs besoins en formation; manque de la plateforme électronique de collecte et de gestion des données de la migration de la main d'œuvre et le manque de la politique nationale de la migration de la main d'œuvre.

Le deuxième jour du 03 novembre 2023 a été caractérisé par les travaux en groupes et la mise en commun de ces travaux. Après la mise en commun

des travaux en groupe, la proposition et la validation du comité de suivi a clôturé les activités de la réunion.

Avant de clôturer la réunion, des recommandations ont été soulevées pendant la réunion : Renforcer profondément des capacités des candidats au recrutement par les agences de recrutement avant qu'ils partent pour le travail ; renforcer les capacités du personnel en charge du traitement des dossiers des Agences de Recrutement Publiques ; faciliter le traitement rapide des dossiers des Agences de Recrutement Publiques ; mettre en place un guichet spécial pour l'option des documents de voyage des travailleurs ; désignation des agents de suivi des dossiers des travailleurs migrants ; mise à jour et adoption de la politique nationale de la migration de la main d'œuvre ; communiquer la liste officielle des agents de relai(ARB) a la PJ et au MAECD pour une bonne régulation ; et une sensibilisation de la population sur le recrutement au niveau communal précisant ses devoirs et son engagement en cas de retour non fondé.

Les participants surtout les Représentants des Agences de Recrutements ont été satisfaits de l'issue de la réunion et se sont engagés à lutter contre toute sorte de fraude dans leur travail de recrutement des travailleurs.(MAECD)

## Le Ministre de la Justice met en garde les Magistrats corrompus



**L**e Directeur Général de l'organisation judiciaire au Ministère de la Justice Maître Paul Ndizigiye a rencontré dans une réunion de moralisation et d'échanges vendredi le 03 novembre 2023, les Magistrats et Agents de l'ordre judiciaire des Cours et Tribunaux œuvrant à Gitega, la capitale politique du pays.

Le Directeur de l'organisation judiciaire a indiqué qu'il était porteur de deux messages de la part du Ministre de la Justice à l'endroit des Magistrats et des Agents de l'ordre judiciaire.

Le premier message était d'encourager et de saluer les prestations des magistrats qui se démarquent dans la lutte contre la fraude dans le pays. Le deuxième message du Ministre de la Justice aux personnels de la magistrature était de décourager ceux qui ne veulent pas rompre avec la pratique de la corruption. Selon son envoyé spécial, Maître Paul Ndizigiye, la Ministre de la justice leur demande de changer de comportement et à la population de dénoncer ces magistrats mal intentionnés.

Il a souligné que depuis 2022 jusqu'aujourd'hui, plus de 40 cas de Magistrats et Agents de l'ordre judiciaire sont poursuivis en justice pour des motifs de corruption et de détournement des biens saisis.

Lors des échanges, les Magistrats se sont exprimé, les uns ont évoqué les discours globalistes qui mettent dans le même sac les Magistrats intègres et les mauvais Magistrats. Ils ont dit que de tels discours n'encouragent pas les Magistrats intègres. Sur ces propos, le Directeur Général de l'organisation judiciaire Maître Paul Ndizigiye a conseillé les Magistrats intègres à se désolidariser avec ces magistrats qui ne veulent pas

rompre avec ces pratiques de la corruption en les dénonçant toujours afin de les traduire devant la justice. Concernant le traitement du personnel de l'appareil judiciaire qui est toujours bas, le DG de l'organisation judiciaire a rappelé que le Président de la République lors de l'ouverture de l'année judiciaire a mentionné

dans son discours qu'il va tout faire pour améliorer les conditions de travail des Magistrats. Maître Paul Ndzigiye a appelé ces derniers de faire preuve de patience et de continuer à bien travailler pour ne pas décevoir le Président de la République afin qu'il puisse agir dans ce sens. (RTNB)

### Les enfants ayant des malformations congénitales triés pour subir la chirurgie à l'étranger



**L**e lundi 30 octobre 2023, la Polyclinique Umugiraneza de Kibimba mise en place par la Fondation Bonne action Umugiraneza a accueilli une

visite d'une équipe de médecins spécialistes de l'association de l'ONG Emergency basée en Ouganda. Le Coordinateur de la Fondation Bonne Action Umugiraneza Monsieur Aimable Sindayikengera a précisé que l'objet de la visite de cette équipe de médecins spécialistes de l'ONG italienne Emergency est d'identifier les enfants de moins de 15 ans ayant des malformations congénitales qui nécessitent une intervention chirurgicale à l'étranger. Le Coordinateur de la Fondation Bonne Action Umugiraneza Monsieur Aimable Sindayikengera a indiqué que les patients qui seront identifiés seront transférés en Ouganda. Les frais de voyage seront à la charge de l'association Emergency médecine et les enfants seront accompagnés par un des parents ou un membre de la famille. (RTNB)

## Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

### Département de la Communication

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

Twitter: @MAEBurundi